



Ce lundi 10 novembre sera marqué par un important mouvement de grève dans nos écoles. Sans empiéter sur le terrain des organisations syndicales qui ont appelé à ce mouvement de grève, la Fédération des directeurs de l'enseignement secondaire catholique, l'Association des Directeurs de l'Enseignement Officiel et l'Association Synergie Directions de la FELSI, s'associent à ce mouvement pour exprimer, à nouveau, leur état d'esprit face à tant de preuves du mépris que porte à l'école et à ses acteurs le gouvernement actuel de la Fédération Wallonie Bruxelles enfermé dans des considérations idéologiques totalement déconnectées des réalités quotidiennes dans une gestion erratique constamment remise en question.

Alors que nous répétons sans cesse, depuis des années, que l'école a besoin d'une vision claire, d'une anticipation réelle et d'une démarche affermie pour réussir la transition entamée par le Pacte pour un enseignement d'excellence, depuis plus de dix ans, force est de constater que la réponse de la ministre Glatigny, et plus largement du gouvernement auquel elle appartient, n'apporte que confusion, désespoir et colère.

Nous, équipes de direction de l'enseignement secondaire, devons gérer nos établissements sans aucune clarté, sans aucune confiance ni aucune perspective d'apaisement. Bien au contraire, nous ne pouvons envisager les trois années qui viennent, a minima, qu'en répétant que la Ministre de l'Éducation, à force de prendre des décisions incohérentes camouflées derrière des préoccupations faussement pédagogiques, est en train de plonger l'école secondaire dans une crise dont les victimes, au-delà des membres du personnel qui sont déjà ouvertement considérés comme une variable d'ajustement négligeable, sont les élèves qui nous sont confiés et particulièrement ceux qui nous seront confiés à la rentrée scolaire prochaine.

Pour faire bref, quelques raisons de notre colère sont :

- La décision d'augmenter la charge des professeurs du degré supérieur de 10% sous un fallacieux prétexte d'équité crée des tensions importantes et stériles entre catégories de membres du personnel et nous fait craindre d'autres augmentations du temps de travail pour d'autres catégories afin de répondre, dans l'avenir, à d'autres exigences budgétaires au détriment immédiat de tous les élèves. Quel autre milieu professionnel accepterait sans broncher une augmentation de 10% de son temps de travail sans adaptation des missions imposées et sans négociation ?

- Considérer qu'il s'agit d'une réponse à la pénurie est un mensonge quand cette mesure risque d'éloigner de l'enseignement quantité de nouveaux enseignants qui s'orienteront vers d'autres voies professionnelles, privant notre enseignement de nouveaux souffles. Par ailleurs, quelle analyse fiable permet d'assurer que les professeurs « libérés » seront ceux qui permettront de combler la pénurie ?
- Les suppressions de postes liées à l'augmentation de la charge des professeurs du DS pour la rentrée prochaine viennent s'ajouter à celles consécutives à la suppression des 7^{es} années et à la coupe de 3% de l'encadrement dans les sections de qualification. Madame Glatigny n'apporte aucune indication sur le nombre exact de ces emplois perdus.
- Elle n'a, par ailleurs, pas respecté son engagement selon lequel tous les élèves impactés par la suppression des 7^{es} pourraient poursuivre effectivement leur parcours qualifiant. Nos informations nous indiquent que seule la moitié de ces élèves ont, dans les faits, pu continuer leur formation.
- Le Tronc Commun : Madame Glatigny, contrairement à ses partenaires du gouvernement de la FWB a supprimé ce vocable de toute sa communication, fidèle à la doctrine de son parti qui avait pourtant promis la loyauté. À moins d'un an de l'entrée en 1^{er} secondaire des élèves issus du Tronc Commun au primaire, malgré une mise au vert surréaliste autant que mensongère, nous restons encore sans réponse par rapport à de multiples questions organisationnelles et pédagogiques. Les formations programmées ont été repoussées. Cette instabilité n'est pas favorable à instaurer un climat serein dans nos écoles.
- Contre l'avis de presque toutes les parties intéressées, la ministre Glatigny a finalement pris la décision de modifier la trajectoire de la troisième année, prévue dans le Pacte, alors que de nombreuses écoles s'y étaient préparées de longue date. L'idée de Madame Glatigny est de proposer aux élèves des activités orientantes en 3^e année, quitte à aller suivre 4h de cours dans une autre école inconnue le mercredi matin. Cette idée est un nouvel exemple d'une réflexion déconnectée de la réalité. Comment l'organiser pour des dizaines, voire des centaines d'élèves, particulièrement dans des régions isolées ? Dans le même ordre d'idées, comment proposer des stages de découverte du monde professionnel pour des milliers d'élèves alors que les écoles peinent déjà à en trouver pour les formations qualifiantes ? *La magie existe, mais ce n'est qu'une illusion* (S. Yamenski).
- La disparition du premier degré différencié : la ministre nie que les fédérations de directions et les fédérations de PO ont tiré la sonnette d'alarme de longue date et à plusieurs reprises : quelle attention sera portée aux élèves en grandes difficultés au

sortir du primaire ? La ministre nous répond : ils seront dans les mêmes classes que les autres avec une aide complémentaire dont les contours ne sont toujours pas précisés. Quel impact sur ces élèves qui risquent de décrocher ? Quelles réponses donner aux difficultés majeures que nous entrevoyons pour tous les élèves et leurs enseignants confrontés à une telle hétérogénéité dans leurs classes ? Comment envisager ce manque de considération de ces élèves fragiles autrement que comme une forme de maltraitance institutionnelle ?

- Nous regrettons amèrement que, concernant la grille horaire du degré inférieur, par manque d'anticipation du gouvernement, une nouvelle fois, beaucoup de parents n'aient pas été informés complètement et ne puissent l'être à l'occasion de la prochaine période d'inscriptions en 1^{re} année. Il nous sera impossible de les informer valablement sur le parcours de leurs enfants au-delà de la première année.
- Plan de pilotage : quelle cohérence trouver encore à une obligation pour les équipes éducatives de projeter ses actions prioritaires à 6 ans dans un contexte de mouvance constante et d'errance permanente qui font douter de la réalité de nos écoles à moins d'un an ? Il s'agit d'une autre occasion manquée de travailler à l'amélioration de l'environnement d'apprentissage de tous les élèves qui nous sont confiés, sans parler de la gabegie que cela représente pour une FWB exsangue.

En conclusion, tout en répétant notre soutien à nos équipes dévouées, nous réclamons une réelle concertation, honnête et rigoureuse, quant à l'organisation réaliste et performante de nos écoles.

Nous partageons les inquiétudes de nos enseignants qui, ce lundi 10 novembre, dénonceront toutes les mesures qui tendront à résoudre les difficultés budgétaires en FWB au détriment de nos élèves et de nos écoles.

Pour la FEADI,

Alain KOEUNE, Président – directeur@cnddinant.be

François DE WAELE, Vice-Président – direction@isj.org

Et les membres du bureau : Grégory DE SMET-Laurence HUBERT- Béatrice VRANCKX - Anne VERHAEREN - Damien MASQUELIER - Simon-Pierre BAIWIR- Ugo CECCATO-Marie-Rose ROTOLO - Jean-François COPPINE - Ingrid LEFEVRE - Isabelle RENAULD - Gauthier MARTIAT - Arnaud GAVROY - Fabien JACQUES - Benoît LENGELE - Olivier NIVARLET

Pour l'ADEO,

Cécile Geudvert, Présidente – cecile.geudvert@arjambes.be

Et les administrateurs associés

Pour l'ASDF,

Anthony Spiegel, Représentant – direction@nspabw.org